

## **Roumanie : entre restructuration de l'Etat et poussées insurrectionnelles prolétariennes.**

Ponctuant provisoirement les transformations politiques dans les pays de l'Est qu'impose la proximité d'une crise économique majeure et "un sous-sol social en fermentation" les événements de Roumanie ont plus que nul autre, ranimé dans la bourgeoisie le vieux fantasme hégélien de Fin de l'Histoire, de réalisation de l'idée en l'occurrence démocratique où le Bien triomphe du Mal, la Raison de l'Obscurantisme, même si çà et là subsistent encore des îlots d'oppression. Ce ne seraient d'ailleurs plus que les reliquats du bruit et de la fureur passées, ceux d'une lutte de classe qui par miracle n'aurait désormais plus lieu d'être.

A cette grandiloquence les communistes objectent simplement que nous ne sommes pas encore sortis de la préhistoire humaine. Aussi le spectre communiste qui hante le capital est bien plus terrifiant que la représentation qu'il s'en fait -à fin d'exorcisme- en la personne d'un de ses représentants pourtant des plus orthodoxes et en son temps des plus appréciés : le bourgeois Ceausescu. L'horreur capitaliste dans sa variante roumaine, par un renversement spectaculaire auxquels tous les moyens d'aliénation idéologique ont contribué, constitue un formidable repoussoir au communisme.

## De grenier de l'Europe à pays industriel

Jusqu'à la fin de la 2ème guerre capitaliste mondiale la Roumanie est principalement un pays agricole. Dotée d'une terre particulièrement fertile -la fameuse terre noire de la vallée du Danube-, d'une morphologie de sol adaptée aux cultures en masse de céréales et jouissant d'un climat suffisamment clément, la Roumanie voit reculer l'essor du capitalisme industriel jusqu'à ce que les ressources en matières premières naturelles -d'origine minérale ou organique- focalisent en particulier l'attention du capitalisme russe. L'entrée institutionnelle dans l'orbite russe est la suite logique de la place occupée par la Roumanie au sein de la division mondiale du travail et du marché mondial. Auparavant grand fournisseur de marchandises agricoles de la Russie attirée progressivement par l'Allemagne hitlérienne et son pôle géopolitique du marché mondial, elle est un des enjeux de la 2ème guerre capitaliste mondiale<sup>1</sup>.

Le capitalisme allemand battu, rétrécit son rayon d'action économique. La Roumanie doit répondre à la soif de matières premières et auxiliaires nécessaires à l'ensemble industriel de la section russo-centrique du marché mondial. D'où le véritable bond de la production industrielle et de l'urbanisation dans les années '50 et '60. A ce sujet il suffit de rappeler qu'alors que le pourcentage de la population urbaine sur la population totale était encore de 23.4% en 1948, il avait déjà grimpé à 31.3% huit années après et ainsi de suite jusqu'aux sommets de 52.3% en 1984. La Russie stalinienne pousse avec tout le poids de sa domination militaire et productive à ce que surgisse très vite une forte branche extractive de matières premières et auxiliaires. La richesse du sol en charbon, lignite, gaz et pétrole est intensément exploitée et autour d'elle se constitue l'essentiel du parc industriel. La recette stalinienne d'un développement rapide du MPC et du marché intérieur fondée entre autres sur un transfert massif de capitaux de l'agriculture à l'industrie est vigoureusement appliquée en Roumanie aussi. Aujourd'hui, elle est largement victime du désinvestissement et des pénuries en fertilisants chimiques. En 1944, 1/3 du PIB était formé par des marchandises agricoles, en 1988 seulement 15%. Dans les années '60 on assiste à un bon démarrage des secteurs mécanique, chimique et aéronautique. Dans les années '70, avant la crise mondiale de 1974, les premiers signes du ralentissement dans l'accumulation du capital voient l'Etat-patron y faire face notamment par le démarrage de grands travaux d'aménagement du territoire productif -urbanisation des campagnes (la dite systématisation des villages), renforcement des voies fluviales (dont l'ouverture du port à Bucarest) et routières, création d'une

---

<sup>1</sup> Depuis le XIII<sup>ème</sup> siècle, la Roumanie entretient de nombreux liens avec l'Allemagne, parmi eux le plus symbolique est représenté par le fait que c'est une branche de la famille royale Hohenzollern de Prusse qui régnera jusqu'en 1947.

infrastructure adéquate pour le transport aérien. A cheval sur les années '70, on relève également une certaine autonomisation du pays et de ses échanges commerciaux par rapport à la section russo-centrique du marché mondial. Cette tendance se poursuit jusqu'aux années '80.

Friande de devises fortes et encore exportatrice de produits pétroliers et de marchandises agricoles, la Roumanie "s'ouvre" à l'Occident, à l'Afrique, aux pays arabes et à la Chine; si en 1965, 65% du commerce extérieur roumain se fait encore avec les pays de l'Est européen dominés par la Russie, en 1980 ce pourcentage tombe à 33.8%. C'est d'ailleurs en 1972 que la Roumanie adhère au FMI. En somme la Roumanie à la veille de la crise de 1974 est encore un pays où règne une grande industrie capable de "dégager" des profits en qualité suffisante à la reproduction de la totalité de la formation économique et sociale nationale sans encourir d'entraves particulières.

## **Causes et effets de la crise politique et sociale actuelle et de la crise de valorisation approchante**

Dans notre supplément au numéro 0 de la revue Mouvement Communiste sur les émeutes au Venezuela, nous écrivions : "la crise de 1974 témoigne de l'insuffisance généralisée des capacités d'offre des produits de base; cette pénurie se traduira en une flambée des cours et en une dépression des taux de profit. Alors que des difficultés croissantes dans la valorisation se manifestent depuis déjà presque une décennie -petite crise de 1965- et qu'entre 1971 et 1973 la production industrielle mondiale connaît un véritable boom et avec elle le prix de marché du brut, voici s'approcher le "couple maudit" 1974-1975. La demande et les capacités de production mondiale de pétrole sont tendues à leur maximum, les surprofits sur cette marchandise d'origine organique aussi, le taux de profit n'augmente pas d'une façon conséquente bien que le volume des marchandises produites se gonfle grandement. Voici les ingrédients essentiels de la crise planétaire de 1974-1975". La Roumanie, à l'instar des pays OPEP, avait bâti sa fortune industrielle des décennies précédentes sur les surprofits issus des exportations des matières premières et auxiliaires d'origine organique ou minérale. Or la dépression du prix du brut imposée par les USA en 1974 par le blocage des prix de marché de son propre pétrole et par le recul général de la production mondiale des marchandises, couplée à un certain épuisement des réserves d'hydrocarbures roumaines -coûts d'extraction croissants- qui atteint son sommet en 1980 et qui fait en sorte que ce pays commence à importer du brut précisément en 1975, donnent le premier coup fatal au capitalisme roumain. Comme pour tous les pays OPEP une conséquence inévitable est représentée par

la dégradation de la balance des paiements courants qui rentre dans le rouge en 1980 (-2.4 Milliards de US \$). A partir de ce moment la production pétrolière roumaine se rétrécit sans discontinuer; elle est de 9.6 Mn de tonnes en 1988 quand elle était encore de 14.6 Mn en 1975. Ce chiffre donne un aperçu saisissant des besoins énergétiques du pays si on le met en relation avec le fait que déjà en '75 la Roumanie est obligée d'importer du brut. Mais qui dit importation de marchandises dit argent pour les payer et qui dit argent dans un pays dont la monnaie nationale n'a pas de cours favorable sur le marché mondial, dit emprunt de devises fortes, notamment de dollars américains. C'est à ce moment que la Roumanie contracte les dites "dettes" qui ont fait couler des flots d'encre aux plumitifs bourgeois pour expliquer la chute du régime Ceausescu. Le FMI est le pourvoyeur de ces crédits à des taux d'intérêt qui sont globalement en hausse. La Roumanie -"meilleur élève du Fond entre 1980 et 1982"- s'efforce d'obtempérer à ses obligations de remboursement des emprunts et de paiement de leurs intérêts à un tel point qu'entre 1975 et 1989 elle débourse à ces fins 21 Mds de US \$.

Mais il ne faut pas confondre un effet de la crise de 1974-1975 et de 1981 avec la cause de la faillite du MPC dans ce pays. Le crédit, nous l'avons répété à maintes reprises, n'est pas en soi une entrave à la valorisation du capital, au contraire nous avons vu que pour la Roumanie celui-ci a permis de reculer l'échéance de la crise de surproduction qui fatalement s'ouvre aujourd'hui. C'est seulement lorsque le crédit ne sert plus à valoriser en mesure et à un taux suffisant le capital que son rôle s'estompe, que le taux d'intérêt croît. Plus le taux d'intérêt monte (c'est-à-dire plus la ponction du capital financier sur le profit est importante) moins le capital productif se valorise; moins le capital productif se valorise plus s'accroissent les besoins d'accumulation du capital productif d'intérêts (capital financier) plus grimpent le taux d'intérêt. Et ainsi de suite. A l'échelle mondiale c'est bel et bien ce qui s'est produit par exemple aux USA de 1974 à 1982 et de 1986 à nos jours pour les taux à long terme avec deux pointes en 1976 et en 1981 à proximité des deux plus grandes crises de surproduction de l'après-guerre. C'est pour cette raison que la Roumanie ne s'est plus remise de la série infernale de faits économiques de l'année 1981 malgré l'effort de l'Etat-patron de réduire la dépendance des profits du capital productif d'intérêt "étranger". Avec la montée des prix de la marchandise-argent et du pétrole désormais importé en grande partie de Russie contre paiement en dollars américains - ainsi que le gaz naturel-, de la Libye, de l'Iran et de l'Irak -pays en guerre et donc assoiffés de leurs propre production d'hydrocarbures, donc moins disposés à la vendre sur les marchés extérieurs- le capitalisme roumain reçoit le deuxième coup fatal.

Comme exemple saisissant parmi d'autres des effets sur l'industrie de la crise de la monnaie de crédit de 1981 et de la crise "énergétique" de la même année nous citerons le secteur du raffinage. L'Etat-patron roumain avait, dès l'époque des vaches grasses de l'après-guerre, développé le secteur du raffinage, complément nécessaire à la branche extractive. Lors de l'épuisement des réserves roumaines

en 1980 la Roumanie essaye de le faire survivre par l'importation du pétrole à raffiner pour le revendre ensuite sur les marchés extérieurs; mais elle bute contre deux murs successifs qui la plient définitivement. Le premier, c'est l'augmentation du prix de la matière première (brut) en 1981, le deuxième, c'est sa chute de 1981 à 1985 qui entraîne la dégringolade de tous les prix de marché des produits pétroliers dérivés.

Résultat des courses : bien que les capacités de raffinage soient de 30 Mn de tonnes, la production n'a jamais dépassé les 12 Mn. A ceci s'est ajouté, comme on l'a vu plus haut, la réduction des importations iraniennes de 5 Mn de tonnes de brut. En 1982, la Roumanie est très endettée -12 Mds de US \$- et sa capacité productive de nouvelle valeur ne fait que se dégrader. Les prêts de moyens de paiement sont de moins en moins à même de remettre en mouvement la totalité du capital afin qu'il se valorise à un taux et en une quantité suffisante. A cela s'ajoute la fragilisation du commerce extérieur dont se modifie la valeur globale -qui ne cesse de baisser- les débouchés et la structure en marchandises.

Dans la destination des exports, on note un recentrage vers les pays de l'orbite russe. Le pourcentage des exportations en valeur vers la Russie était de 17% en '80 et il grimpe jusqu'à 33% en '88. Pour ce qui est des types de marchandises exportées, on a affaire depuis '75 fondamentalement à des produits de l'agro-alimentaire échangés contre des matières premières et auxiliaires russes<sup>2</sup>. De plus, la Russie impose à la Roumanie des termes d'échange défavorables forte de ses divisions et de sa suprématie monétaire et productive.

Si dans les années '60 et '70 le commerce extérieur roumain s'est dégagé de plus en plus de l'emprise de la section russo-centrique du marché mondial, porté par la lame de fond de la demande pétrolière des pays capitalistes occidentaux, la Roumanie est à nouveau happée par la Russie dès qu'elle commence à l'approvisionner en produits énergétiques. Ceci malgré le fait qu'en '89, 20% des marchandises vendues à l'extérieur proviennent encore du secteur de production de matières premières et auxiliaires énergétiques. Cela peut sembler absurde mais ce sera plus compréhensible si l'on retient que ces marchandises -comme du reste les produits dans l'agriculture qui font défaut sur les tables des prolétaires roumains- ramènent les devises "fortes" dont l'Etat-patron a besoin pour renforcer ses moyens monétaires. En '86 par exemple, 32.9% des exportations en valeur vers les pays capitalistes occidentaux "riches" sont des produits pétroliers.

## **L'action économique de l'Etat-patron : tout pour**

---

<sup>2</sup> 70 % des exportations de marchandises agricoles vont en Russie. La Roumanie est son premier fournisseur en viande et le troisième en fruits.

## la valorisation du capital

La recette de l'essor capitaliste en Roumanie était, nous l'avons vu, centrée sur la branche de l'industrie -l'extraction de matières premières et auxiliaires- qui permettait tout au long des premières décennies de l'après-guerre de réaliser les profits les plus élevés.

L'installation de la grande industrie avait été rendue possible grâce d'abord aux besoins énergétiques russes et ensuite des pays occidentaux "riches". Mais aussi -et comme partout ailleurs- par le "pillage" des ressources de la terre (le désinvestissement dans l'agriculture ayant un temps de production des marchandises trop long par rapport à l'industrie) et par l'appauvrissement/rarification des paysans. Ceux qui aujourd'hui pleurent sur le sort des "pauvres" ruraux, sont ceux-là mêmes qui n'ont rien trouvé à redire à ce que des millions de Roumains soient "arrachés" aux campagnes dans l'après-guerre pour aller dans les usines en ville. Cela simplement parce qu'alors les marchandises produites par ceux-ci les intéressaient tandis que maintenant ils peuvent s'en passer. Les égéries du capital sont en train de dépecer les dépouilles d'un régime qu'ils avaient encouragé et apprécié jusqu'aux années '80 tout bonnement parce qu'il n'avait plus de marchandises à offrir, parce que son action ne pouvait plus contrecarrer l'avènement d'une crise économique et sociale majeure.

Néanmoins les objectifs affichés étaient "louables" et "raisonnables" du point de vue du MPC :

- 1) renforcer les réserves étatiques en monnaies "fortes",
- 2) renouveler le capital fixe,
- 3) importer des biens de consommation qui manquent sur le marché intérieur,
- 4) accompagner les exportations roumaines notamment vers les pays capitalistes dits "pauvres" par des crédits à court terme.

(Financial Times 04 07 89)

Mais, et voilà la question à laquelle les "spécialistes" ennemis n'ont pas de réponse, est-ce qu'une "autre politique" l'aurait pu ? Nous, communistes orthodoxes affirmons que l'erreur voire la perspicacité humaine ne peuvent grand chose contre les déterminations de l'accumulation capitaliste. Tôt ou tard ses contradictions se manifestent d'une façon violente et radicale créant ainsi le terrain adapté à la culture de la plante communiste. La Roumanie n'y échappera pas. Cependant on ne peut pas ne pas constater que le "régime Ceausescu" a fait tout ce qui était en son pouvoir pour éviter la catastrophe du capital en appliquant d'une façon rigoureuse les antidotes de toujours et de partout.

Voyons-les.

Dès que les difficultés de l'accumulation se sont manifestées, l'Etat-patron est allé en quête de capital monétaire en quantité suffisante pour assurer la continuité de la production de marchandises; d'où l'endettement vis-à-vis des pays capitalistes "occidentaux". Le déficit de la balance des paiements en '80, le rétrécissement du marché mondial à l'occasion de la crise de 1981, la fin du rôle central des matières premières et auxiliaires comme moteur de l'accumulation en Roumanie dès 1975 ont rendu vaines les injections de capital monétaire de crédit. De plus, le taux de change de la monnaie nationale -le lei- a commencé une lente mais inexorable descente ponctuée par de nombreuses dévaluations aussi bien sur le marché monétaire "officiel" que sur le "marché noir". En 1981, le 1er janvier, le régime adopte -conformément aux "recommandations" du FMI- un taux de change unifié avec le US \$ de 15 lei pour un billet vert. Il espère par ce biais et par d'autres mesures obtenir le déblocage d'un prêt de 2.4 Mds de US \$ qui est accordé à la Roumanie la même année. D'autres éléments du plan FMI sont progressivement adoptés tous ayant la fonction de "défendre la monnaie nationale" c'est-à-dire en endiguer la dévaluation et réduire la charge financière de la dette extérieure. Parmi ceux-ci nous rappelons la restriction progressive des importations (-2/3 d'imports OCDE entre '80 et '88) qui, dès 1981, ont ramené les balances commerciales et des paiements au vert. Corollaire inévitable, dès 1981, le rationnement des produits agricoles et des matières premières et auxiliaires d'origine extractive. Pour stimuler la production industrielle désormais soumise aux premiers signes d'étranglement énergétique et à l'incapacité de renouveler à grande échelle l'outil de travail, il ne reste plus au régime que l'extension de la durée de travail, l'intensification des rythmes "encouragée" par l'indexation du salaire à la productivité.

C'est dans cette direction que va la loi promulguée le 1<sup>er</sup> septembre 1983 ainsi que la militarisation croissante dès octobre '85 au sein de la Securitate de l'encadrement d'usine et par cercles concentriques, d'une partie de la classe ouvrière, en particulier de celle de la branche énergétique. Le désinvestissement en agriculture se poursuit malgré les continuelles pressions pour que les objectifs du plan -gonflés systématiquement- soient atteints. L'adresse du FMI est en bloc appliquée dès 1980-1981 : baisse du niveau de vie prolétarien, qui d'ailleurs provoque des "émeutes de la faim" périodiques comme en 1977, 1980 et 1987 accompagnées par des grèves courtes mais très dures, baisse des investissements productifs, baisse des importations et forte reprise des exportations, augmentation des prix de marché pour qu'ils soient une expression plus fidèle des prix de production (pour ce qui est des marchandises entrant dans la consommation productive +12.4% en '81, +11.2 en '82, +7.6 en '83; pour les biens de consommation improductive +35% en 1982). Elle l'est tellement bien que le FMI tissera les louanges les plus sincères vis-à-vis d'un élève si doué et consciencieux. Là où le FMI et régime roumain divergent c'est à propos de la phase 2 du "plan de redressement" proposé par le premier au deuxième en 1982-1983. Celle-ci aurait dû comporter la remise en cause du rôle économique de l'Etat-patron et

l'abandon de certaines de ses activités. La privatisation -le passage en des mains autres que celles du capital individuel/Etat de certaines entreprises-, la réduction ultérieure du budget de l'Etat -des investissements et des dépenses "sociales"-, la nouvelle augmentation des prix des marchandises énergétiques, l'introduction de la détermination des prix en aval par le marché et non plus en amont par l'Etat. En échange, le FMI aurait versé les 285 Mds de US \$ restants du crédit de 1981. Le régime roumain se trouve alors face à l'alternative d'amputer l'Etat-patron ou de choisir une autre voie qui l'aurait sorti des tenailles du crédit "étranger". Date de ce moment le "grand refus" de Ceausescu de "se soumettre" à la dictature du FMI, par un bel envol nationaliste. Ce choix fut en réalité justifié par le constat qu'en aucune manière le capital productif roumain n'aurait pu se valoriser à une hauteur suffisante et en des temps courts par des injections grandissantes de capital monétaire et que globalement un pays comme la Roumanie n'avait aucune chance de miser sur le rôle propulseur d'un marché mondial fortement affaibli par la crise de 1981. Le repli "sur soi-même", autrement dit sur sa section du marché mondial (la sphère russo-centrique), devient inévitable. Tout comme l'accompagnement maîtrisé de la part de l'Etat de la stagnation prolongée de la production de marchandises. La dévalorisation rampante du capital -signe distinctif de la phase de stagnation du cycle du capital- se poursuit jusqu'en 1983; c'est à ce moment que l'Etat remet en marche les usines et les chantiers, fort d'une position financière extérieure plus solide. De 1983 à 1986, bien que la production de gaz naturel et de pétrole continue à chuter, l'Etat essaye de développer des secteurs tels l'électronique, l'automobile, la machine-outil, l'aéronautique, le BTP (bâtiments, travaux publics) pour renforcer les infrastructures du pays<sup>3</sup> et il lance la construction d'une centrale nucléaire à Cernavoda pour avoir de l'électricité à des coûts de production moindres. C'est le dernier sursaut du régime pour changer la morphologie industrielle du pays et pour y asseoir la reprise de la valorisation en des termes adéquats. Au même moment, l'Etat s'efforce -et il réussit- de stabiliser pour un temps les taux de change, de redresser la balance commerciale, celle des paiements, de renflouer ses caisses en devises fortes et de "régler" ses dettes. Déjà dès 1981 les balances des paiements et commerciale sont positives; après les dévaluations répétées de '80, '81, '82, '83 et jusqu'à celle de '86 (15%), le lei se tient à peu près stable vis à vis de l'US \$; les réserves de l'Etat en monnaies fortes ne cessent de croître jusqu'au pic atteint en 1989 avec 1 Mds de US \$ et 2 Mds de US \$ de crédits commerciaux; l'endettement extérieur ramené de 11 Mds de US \$ en '80 à seulement 300 Mds en 1989; le budget de l'Etat est progressivement positif (+44 Mds de lei en '88 sur un chiffre global de 287 Mds de Lei et +94 Mds prévus en '89 sur 310).

---

<sup>3</sup> Entre 1985 -année de relance des grands travaux et de mise en application du "plan de systématisation des villes"- et 1989, l'Etat dépensera à cet effet 100 Mds de Lei (4.8 Mds de US \$).



## **L'envers du décor : dislocation de la société civile et stagnation**

Mais comment cela s'est fait que malgré tous ces points "positifs", le régime ait chuté? C'est donc, comme nous le martèlent les chantres de la bourgeoisie de l'Est à l'Ouest, vraiment à cause du "manque de démocratie" du système et des excès répressifs du "lion des Carpates"?

Ou bien c'est -comme nous le répètent certains gauchistes- une "lutte de pouvoir" au sein de l'Etat qui a pris la forme "d'un vulgaire coup d'Etat digne d'une république bananière"? Le communisme orthodoxe se méfie depuis toujours des "explications" qui réduisent l'histoire à une succession d'erreurs ou/et de succès de l'individu ou/et de groupes d'individus. L'histoire humaine est jusqu'ici faite de luttes entre les classes et modes de production antagoniques -fondés sur la soumission de la majorité de la société civile aux classes dominantes. Elle procède par discontinuités, crises successives qui, à l'époque du MPC dominant, deviennent explosives, véritables catastrophes de la production. La petite région roumaine du monde n'échappe pas à cette loi. C'est dans le mouvement de valorisation/dévalorisation du capital que nous cherchons les raisons de la crise de régime de l'heure et des balbutiements insurrectionnels du prolétariat. Le revers de la médaille des "réussites" économiques roumaines sont les facteurs qui ont déterminé la crise du sommet de l'Etat et l'avènement de la "nouvelle" clique de dirigeants "au visage humain". L'élément déclenchant la descente aux abîmes de Mme et Mr Ceausescu et quelques autres dignitaires du régime fut la crise de 1986. Comme pour le Venezuela (voir notre brochure "Venezuela, paradis démocratique pour le capital, enfer meurtrier pour les prolétaires" d'avril '89) et pour un certain nombre d'autres pays pétroliers, la Roumanie a été frappée de plein fouet par la hausse du prix du dollar et la baisse vertigineuse du prix de marché du brut -de l'été '85 à juillet '86, il tombe de 25.8 US \$ à 10 \$.

A cela s'additionnent la stagnation du commerce mondial en '85 et sa faible reprise en '86, étranglé par la hausse importante des taux d'intérêt. Ce troisième coup porté au capitalisme roumain par la petite crise de '86 lui est fatal. La tentative du régime de redémarrer les exportations de produits pétroliers raffinés se heurte contre leur baisse du prix du marché, toute possibilité d'emprunter des moyens monétaires s'évanouit définitivement avec les hausses des taux d'intérêt; s'appuyer sur un commerce extérieur florissant n'est pas de mise car lui aussi aléatoire et instable, accompagné de son cortège inévitable de difficultés dans les paiements internationaux. La seule "politique économique" possible restait celle qui était fondée sur l'accumulation rapide -coûte que coûte- de moyens

monétaires afin d'assumer la continuité de la production et de la reproduction de la société civile dans au moins un de ces postulats essentiels de cette aire géopolitique : le "plein emploi". Puisque les retours du capital anticipé valorisé s'éloignaient de plus en plus, puisque le volume des exportations tendait à baisser, puisqu'après le fléchissement des prix des marchandises énergétiques celles-ci recommençaient lentement mais assurément à monter en faisant monter par là même les coûts de production en réduisant d'autant les profits sur les prix de production, en définitive puisque les difficultés de valorisation du capital social roumain étaient on ne peut plus aiguës, il fallait rendre plus dures les conditions de l'exploitation pour en augmenter le taux. Le niveau insuffisant de l'accumulation interdisait d'aller dans le sens d'un renouvellement adéquat de l'outil de travail, des moyens de production notamment depuis '87, ceci empêche de relever la productivité du travail par la progression de la composition technique du capital. Il faut avoir présent à l'esprit le fait qu'en ligne générale les équipements industriels n'avaient pu être substitués par des équipements plus modernes depuis les années '70 et que la productivité du travail en Roumanie précisément pour cette raison était la plus faible de l'aire russo-centrique. Même les installations industrielles les plus récentes datent d'il y a 10 ans alors que dans les pays capitalistes "riches" dominants, l'âge moyen de l'outil productif est de 4-5 ans. Les seules armes capitalistes pour accroître la valorisation dans les périodes dures restaient :

- \* l'augmentation des rythmes de travail de plus en plus invalidée par la désorganisation croissante de la production induite par les pénuries énergétiques successives,
- \* l'extension de la durée de la journée de travail -extorsion de plus-value absolue-; n'oublions pas que dans ce pays on travaille 6 jours sur 7 et que "l'émulation au travail", c'est à dire les heures supplémentaires souvent gratuites, y sont encouragées par tous les moyens "persuasifs" et répressifs,
- \* l'aggravation de la sous-consommation prolétarienne et puis de la société civile toute entière.

La liste des attaques des conditions de vie est longue : d'abord les lois du 01.09.83 et d'avril '86 reliant plus étroitement les salaires aux rythmes de travail et aux volumes de production des entreprises, puis les dévaluations successives ayant comme effet primordial l'augmentation des prix des biens de consommation importés; puis encore la baisse de la production agricole "sacrifiée" à la production industrielle structurellement plus rentable. Et la priorité donnée à l'exportation des marchandises issues de l'agriculture pour accroître les moyens monétaires et énergétiques ayant comme effet des rationnements répétés depuis '81, des pénuries alimentaires sans cesse et la hausse constante et rapide des prix de marché des produits agricoles; on a pour finir la baisse du salaire nominal de 40% de novembre '86.

Une parenthèse particulière doit être ouverte au sujet de l'état de l'agriculture roumaine car ses limites et ses motifs de crise ont joué un grand rôle dans la

situation présente. Nous avons rappelé plus haut que l'agriculture fut jusqu'aux années 1940 la principale ressource du pays; terre fertile et climat clément avaient favorisé une production agricole en masse de céréales, de fruits et de légumes ainsi que de viande, notamment bovine; l'important excédent du produit agricole global était exporté -presque unique facteur de contact de la Roumanie avec le marché mondial. Un pays modérément peuplé, industriellement arriéré mais riche en ressources naturelles entraîné par et avec la deuxième guerre capitaliste mondiale dans l'orbite du marché russo-centrique et par ceci dans l'ère de l'essor de la grande industrie.

Un développement rapide des forces productives du capital s'est opéré par l'action énergique propulsive de l'Etat-patron centralisé autour du secteur des matières premières et auxiliaires d'origine organique ou minérale. La longueur relativement incompressible du temps de production en agriculture et la perspective, toute conjoncturelle, de réaliser des extraprofits conséquents par la vente à l'étranger des marchandises énergétiques faisant en sorte que l'agriculture était progressivement délaissée par les hommes et par le capital. Phénomène classique du MPC mais encore plus évident dans un pays comme la Roumanie. Le résultat ne pouvait être autrement que médiocre du point de vue de la production et de la rentabilité des terres. La réforme agraire poursuivie par le régime n'a pas servi à grand-chose car sans développement correspondant des forces productives, le changement de la forme juridique des rapports de production - rapports de propriété- ne peut pas modifier fondamentalement la situation. La nationalisation des terres achevée à environ 80% en 1962 avec la conversion des coopératives lâches (associations pour les travaux en commun) en coopératives intégrales (artels) s'accompagne non pas de l'extension de la production agricole mais plutôt de sa stagnation, tous les investissements en capital fixe étant monopolisés par l'industrie. C'est pourquoi, bien que la forme de propriété de la terre soit apparemment plus avancée qu'en France où la fertilité du sol est équivalente, on estime que la productivité du travail dans l'agriculture en Roumanie est égale à 1/10 de celle existante en France. Et encore à titre d'exemple, d'une vache française on extrait 60% de lait en plus que d'une vache roumaine.

La production industrielle n'étant pas orientée vers la mécanisation de l'agriculture et les faibles moyens monétaires détenus par l'Etat-patron ne permettant pas d'acheter sur les marchés extérieurs des machines agricoles en nombre, la toile de fond de l'"arriération" du secteur productif en question est ainsi dessinée.

A cela s'ajoutent, au fur et à mesure que le capital roumain court à sa perte, (aggravée par la spécificité de l'agriculture, soumise grandement aux conditions naturelles de production), des graves carences en infrastructures d'irrigation, en moyens énergétiques etc. D'autant plus que le régime a dû "revenir" à la campagne pour en exporter les produits dès que ses productions en marchandises énergétiques ont chuté à cause de la hausse des coûts d'extraction liée aux baisses répétées et en tout cas à l'instabilité persistante de leurs prix de marché. Dès que

la Roumanie a dû recommencer à importer des matières premières et auxiliaires pour la plupart de Russie, elle a dû y exporter des denrées agricoles. La dépendance de l'industrie roumaine des approvisionnements en produits énergétiques russes couplée à la domination politique et militaire de la Russie ont prolongé dans le temps et aggravé les termes "inégaux" d'échange avec ce pays. Alors que la tendance générale à l'affirmation du prix de production vise à l'élimination de toutes les zones d'échanges inégaux, elle est contrecarrée de façon toujours renouvelée par le facteur économique des rapports politiques et militaires de domination -les cours des monnaies en sont entre autre influencés- et par la pénurie historiquement grandissante des marchandises issues du sol (produits agricoles, matières premières et auxiliaires d'origine organique ou minérale) qui détermine des prix de marché progressivement supérieurs -croissance des extraprofits, alignement du prix moyen de ces marchandises sur celui de la marchandise de la même nature produite dans les conditions les plus mauvaises, sur la base du coût de production le plus élevé. Dès les premiers rationnements en matières premières et auxiliaires en 1981 et encore plus dès la petite crise mondiale de 1986, la Roumanie doit resserrer ses liens avec la Russie. Par ailleurs l'"accident" de Tchernobyl a été un facteur ultérieur du repli du commerce extérieur roumain sur la Russie car pendant presque un an les pays occidentaux ont refusé d'importer des produits agricoles en provenance des pays de l'Est européen. Et la Russie, à son tour frappée par la menace d'une crise économique majeure a imposé des termes d'échange très durs (paiement en US \$ et prétention de quantités plus grandes de marchandises agricoles). Ceci a provoqué des situations qui n'ont pas manqué de déclencher la lutte prolétarienne contre la famine et une haine profonde du régime "patriotique" de Ceausescu. A titre d'exemple nous citerons le cas de Timisoara, ville traditionnellement rebelle, qui a subi une terrible pénurie de viande alors qu'à seulement quelques kilomètres d'elle se dresse la plus grande unité d'élevage/abattage de porcs du monde (1,3 millions de têtes), la société COMTIM. Simplement 80% de la production de viande de porc de cette usine partait en Russie en échange de pétrole et d'aliments pour animaux.

Autre exemple saisissant, le fonctionnement évalué à seulement 50% des capacités de production des secteurs chimiques en 1989 pour cause d'étranglement grave dans l'approvisionnement des matières premières et auxiliaires alors que l'agriculture suffoquait par manque de fertilisants; ou encore la baisse absolue de production de la sidérurgie déterminée par des prix trop importants du minerai alors que le B.T.P., la mécanique et la machine-outil sont friands des produits sidérurgiques intermédiaires (d'où entre autres la rareté et la vieillesse du parc des machines agricoles roumaines). Pour diminuer le coût de production de l'électricité, le régime avait choisi de développer l'énergie nucléaire par la construction d'une centrale nucléaire à Cernavoda, mais ses coûts et ses temps d'installation imposants ont fait en sorte qu'elle ne sera pas prête avant 1993 ... C'est à dire trop tard ! Des hausses insensibles ou presque dans la production de

blé (6 Mn de tonnes en '85, 9 en '88) et de maïs (15,2 Mn de tonnes en '85, 19,5 Mn en '88) vont avec la stagnation de la production de céréales (29,6 Mn en '85, 31,04 en '88) de bovins, d'ovins, ou bien avec la chute du tonnage d'orge produit (2,4 Mn en '85, 2,2 en '88). La falsification systématique des statistiques économiques officielles ne servira à rien : la réalité de la stagnation et de la crise avoisinante est en cette fin de 1989 bel et bien là. La sous-consommation prolétarienne s'aggrave ainsi que le poids du travail salarié. Sur le plan des valeurs d'usage à disposition des ouvriers, on estime qu'ils ont droit à 300 gr de pain par jour et à 1/2 L d'huile par mois et par personne. Sur celui des salaires, un ouvrier roumain gagne en moyenne l'équivalent de 350 US \$ par mois au taux officiel, c'est à dire à peine 30 au taux d'échange au marché "noir", il lui faudrait 3 années de salaire moyen pour s'offrir une auto. Par rapport aux années '70 la consommation de la population a chuté de 40%.

## **Décembre '89 : entre restructuration de l'Etat et insurrection ouvrière**

D'après des économistes bourgeois, la production industrielle a chuté en '89 de 20% par rapport à l'année précédente et, depuis décembre, de 5% de plus. Les crises conjointes de la monnaie de crédit, énergétique, agricole ont réussi à atteindre le coeur de l'accumulation capitaliste : le capital productif lui-même. La voie de la défense du capital "national", de l'indépendance économique, politique et militaire et de l'accumulation accélérée fondée sur un puissant levier de l'Etat-patron, s'appuyant sur le secteur des moyens de production et plus particulièrement sur la branche extractive de matières premières et auxiliaires, a fait faillite. L'appareil étatique hyper-centralisé, coûteux et lourd à gérer n'était plus de mise. Parallèlement, un prolétariat en éveil et en révolte périodique imposait une "ouverture politique" de type social-démocrate, impossible à Ceausescu car trop compromis par les sanglantes répressions des mouvements radicaux contre la misère et pour l'augmentation des salaires qui ont ponctué l'histoire récente du pays. En 1977, en 1980, en 1986, en 1987, en 1989, la classe exploitée a violemment relevé la tête en payant un lourd tribut de sang et de souffrance.

Le véritable tournant a été représenté par les grèves générales du mois de novembre 1986 dans les villes ouvrières de Cluj, Arad, Timisoara -toujours elle-, Brasov et Turda, puis par l'insurrection prolétarienne de Brasov (deuxième centre industriel roumain) du dimanche 15 novembre 1987. Le combat a été déclenché par les ouvriers des usines Tractori (25000 salariés) et Drapeau Rouge (20000 salariés fabriquant des camions) atteints par le paiement différé et la diminution du salaire en raison du "non accomplissement du plan", par la réduction de 30% des plafonds de consommation domestique de gaz et d'électricité et par la menace de licenciements "économiques"; la haine classiste a débouché en une véritable bataille de rue entre dix mille prolétaires et les gardes armés de l'Etat. Le signal du "changement" de régime a été donné -comme il se doit- par l'Etat russe à la fraction de l'administration politique et militaire roumaine qui lui était la plus proche et qui pouvait incarner une solution de rechange au régime Ceausescu. Les personnages symboliques clés du "changement" sont des hommes bien vus par Moscou : le général Militaru, Ion Iliescu, Petre Roman. Leur programme est une expression limpide de la place que la Roumanie devra jouer au sein de la division internationale du travail dans les nouvelles conditions de la crise avoisinante et il est effectivement différent des thèses soutenues, du type de développement poursuivi par l'Etat-patron roumain depuis la deuxième guerre capitaliste mondiale. Analysons-le.

Pour ce qui est :

\* Du crédit. Les nouveaux maîtres s'apprêtent à faire encore appel à des emprunts internationaux (RFA et USA); Ils ont déclaré qu'ils ont besoin de 15 Mds de US \$ entre 1990 et 1997 même s'ils ne peuvent rembourser à terme que 1/10 de cette somme. Un autre moyen de l'Etat-patron de s'assurer des quantités supplémentaires de capital monétaire sera la privatisation, la vente d'actions de certaines entreprises du secteur nationalisé au "public". L'objectif affiché est de "capitaliser les 200 Mds de Lei du bas de laine des roumains".

\* De la monnaie. Ils ont décrété une énième dévaluation du Lei (après celles de '81, '82, '83, '86) par rapport au US \$, de 15 Lei à 21 par billet vert; cette mesure est totalement insuffisante car le taux de change au marché "noir est de 70 Lei par dollar. Il ont également décidé l'unification des différents taux de change vis à vis du US \$. Il faut noter à ce propos que Ceausescu était déjà allé dans cette direction en '86, puis il avait été obligé par le différentiel croissant du prix réciproque des deux monnaies de revenir aux taux multiples.

\* De la production industrielle. A cause à la fois de la nécessité transitoire d'acheter à l'étranger du gaz et de l'électricité<sup>4</sup> afin de mieux approvisionner la

---

<sup>4</sup> Voici une énième démonstration de l'irrationalité pour l'homme, du MPC. La Roumanie, pays riche en gaz et en pétrole, va devoir acheter ces matières premières car leur prix de marché à l'étranger est inférieur aux prix intérieurs. Ceci explique la raison de la chute de la production de gaz de 6 Mds de m<sup>3</sup> entre '86 et '88, et de celle du pétrole sur la même période de presque 1 Mn de tonnes

population, du retour au déficit de la balance des paiements courants, du blocage temporaire des exportations agricoles, de l'impératif d'allouer une fraction nettement plus importante du budget de l'Etat aux subventions à l'agriculture, etc... -le choix est celui d'arrêter des pans entiers de la machine industrielle du pays. Suspension des grands travaux, en conformité avec la restructuration en oeuvre en Russie et dans bon nombre de pays de son orbite; priorité donnée aux investissements dans le secteur des biens de consommation, (dont les coûts de remplacement de capital fixe sont moins lourds que ceux du secteur des moyens de production et dont le temps de rotation du capital total est généralement plus court). Voici donc les grands traits de la "nouvelle" politique industrielle : dévaloriser une partie du capital social pour redémarrer la valorisation adéquate du reste. Seulement voilà le problème, les ouvriers ne sont pas vraiment enclins à faire des "sacrifices" pour la patrie; le capital monétaire accumulé précédemment n'est toujours pas suffisant pour renouveler l'outil de travail à une grande échelle, et les crédits internationaux, malgré la solidarité hypocrite et intéressée de la bourgeoisie mondiale coalisée, persistent à être chers.

\* De l'agriculture. Le gouvernement "provisoire" souhaite à la fois s'assurer l'appui de la paysannerie appelée à jouer un rôle plus important dans le futur à la suite du recentrage de la restructuration économique du pays autour des biens de consommation et pallier au moins dans l'immédiat aux graves pénuries alimentaires, source certaine de troubles sociaux. Ainsi dès le 1<sup>er</sup> janvier de cette année le régime a augmenté le prix des marchandises agricoles achetées par l'Etat aux entreprises nationalisées ou aux privés. Il a également enlevé le blocage des prix des produits de l'agriculture vendus sur le marché "libre" c'est-à-dire non contrôlés par l'Etat. Il a ajouté des mesures visant à la reconstruction de la petite propriété paysanne : privatisation d'une partie des terres des coopératives, droit à l'héritage du sol, prêts à des faibles taux aux paysans pour qu'ils puissent s'équiper en machines et acheter les fertilisant et les aliments pour animaux.

La faillite de l'Etat-patron en agriculture est peut-être plus dure à assumer que celle de l'industrie; elle est la reconnaissance implicite qu'à rien ne sert la modification de la forme juridique de la propriété du sol si celle-ci n'est pas précédée par l'abolition de la forme-valeur des produits et accompagnée par une mécanisation poussée du travail à la campagne, donc par une orientation globale de la production industrielle à la fabrication de moyens de production pour le secteur des biens de consommation. Le communisme avait déjà donné une solution théorique à la question agraire suivant ces deux grands axes et il n'a pas été démenti, loin de là, par l'effondrement des dits "pays socialistes".

---

et de celle de l'électricité : -100 Mn de kwh. Et ça ne s'arrêtera pas...au contraire, il faut s'attendre à des diminutions de volumes énergétiques produits bien plus consistants encore.

\* Du contrôle social. L'Etat a dû enregistrer la grande combativité des masses ouvrières et oeuvrer dans le sens de calmer le jeu "classiste" par deux démarches distinctes bien qu'étroitement connectées. La première consiste à octroyer "la démocratie politique", pâle palliatif à la soif prolétarienne de recommencer à prendre son destin en mains. La deuxième à faire des concessions certes éphémères mais réelles, concernant les conditions de vie et de travail de la population. Par une démarche bien classique, le brandissement de la mystification parlementaire et du multi-partisme sont le pendant politique des appels au travail et aux sacrifices. Incapable d'assumer dans les conditions générales actuelles du MPC et en particulier dans la situation de l'accumulation capitaliste en Roumanie, un essor de la démocratie sociale durable et conséquent, la bourgeoisie propose au prolétariat l'assiette avariée et sempiternellement réchauffée des "libertés politiques". Peu importe si la classe exploitée ne les utilise pas et si globalement ce sont de vieux partis réactionnaires d'avant la domination de la grande industrie qui se recréent, qui piaffent, qui revendiquent à leur tour le pouvoir de l'Etat. Peu importe aussi que l'arrivée au gouvernement d'une fraction de l'"ancien régime", souvent autant discréditée que celui-ci, donne une saveur rassie aux "démocraties nouvelles". Ce qui est central pour lui -et les "événements" roumains le prouvent d'une façon étincelante- c'est d'anticiper le déploiement de la haine de classe et sa formation en organes indépendants par la restructuration des Etats conduite dans les multiples formes de la fantasmagorie spectaculaire du "politique" bourgeois. Autant d'opérations de marketing -maquillage de l'emballage- pour retarder l'avènement d'une lutte classiste des exploités. La forme et les modalités spécifiques de la restructuration étatique en Roumanie sont déterminées par l'ampleur et la profondeur du mécontentement et de la combativité des masses ouvrières, elles sont en quelques sortes directement proportionnelles au discrédit de l'ancienne administration.

A la "révolution" de palais s'est superposé un élan insurrectionnel du prolétariat et des couches opprimées qui -comme à leur habitude- ont pris au mot la fraction bourgeoise qui détient aujourd'hui les rênes de l'Etat, et ne donne toujours pas de signes majeurs de démobilisation. On leur a dit qu'ils auraient à manger et ils ont imposé à l'ennemi de classe que les exportations des denrées alimentaires cessent, qu'on en importe aussi et que certaines marchandises introuvables auparavant soient mises en vente. On leur a dit que les coupures d'électricité et de gaz domestique cesseraient et à l'heure actuelle les foyers reçoivent 40% de plus de ces 2 produits énergétiques qu'à la même époque de l'année dernière. On leur a promis des augmentations de salaire, la semaine de 5 jours, la réduction des cadences et le régime a déjà dû fixer la date de l'entrée en vigueur de la semaine de travail raccourcie, les cadences ont été réduites de beaucoup, souvent et presque partout par les prolétaires eux-mêmes (d'où les appels continuels à la reprise du travail, à l'effort patriotique, etc.) et pour les hausses de salaire les nouveaux patrons doivent multiplier les promesses. On leur avait fait comprendre



que la "révolution" était dirigée contre la Securitate et les anciens dirigeants, et la classe exploitée n'a pas attendu pour faire le nettoyage "à la base".

Notamment l'encadrement d'usine, en totalité organisé dans la milice sociale de la Securitate, véritable ossature de l'Etat-patron, y est passé et a subi les coups les plus durs. Les ouvriers n'en veulent plus sur les lieux de travail et ici et là filtrent des nouvelles de "justice sommaire" à l'égard des chefs d'atelier, ingénieurs, directeurs d'usine, etc. Encore une fois, le pouvoir "nouveau" s'efforce de raisonner les prolétaires en faisant l'éloge des "techniciens", des dirigeants d'entreprise et en exaltant leurs vertus productives. Sans eux -affirme la nouvelle clique- la continuité de la production serait remise en question. Sans le retour de la discipline de travail, "la Roumanie échouera". C'est dans ces termes que s'est exprimé récemment le ministre du travail, ancien mineur. Voilà le sens du mot d'ordre - certes ambigu et inspiré par la domination politique encore sans faille de la bourgeoisie sur la classe exploitée de ce pays- "A bas les patrons, le front c'est nous" crié sur toutes les places ouvrières. C'est l'enseignement fondamental des faits roumains : le prolétariat, lorsqu'il se met en mouvement réellement, même si la classe dominante en tient encore la direction politique, se bat à sa façon en introduisant puissamment dans la lutte ses propres revendications et ses aspirations confuses à un monde sans exploitation et sans patrons. Le rôle des communistes n'est certes pas de "condamner" aux poubelles de l'histoire les mouvements ouvriers dominés par les expressions politiques de l'adversaire de classe si ceux-ci s'inscrivent dans le long et tortueux cheminement qui porte à la reprise de la guerre sociale. Comme il n'est pas de décréter au moindre coup de canon que la rescousse a commencé. La critique scientifique du réel fondée sur le matérialisme historique, impose une analyse affinée des forces productives et sociales présentes dans une situation donnée en un moment précis. Elle veut que derrière ou plutôt outre le "politique", on décèle les rapports de classes, les lignes de force de l'acte productif social. Pour ce qui est de la situation concrète de la Roumanie, en cet instant de son cours historique, notre mouvement clame haut et fort qu'il n'y a pas de fumée sans feu, aussi caché fut-il. Combattre d'une manière intransigeante l'expression politique bourgeoise d'un mouvement prolétarien réel n'a jamais coïncidé dans l'esprit et dans la lettre de la théorie révolutionnaire avec l'excommunication idéaliste de ce même mouvement, mais elle a toujours contribué à sa défense, au soutien actif tout en mettant en évidence ses limites.

Le spectre du communisme comme mouvement réel hante encore -et comment !- la bourgeoisie mondiale qui, coalisée, a décidé que pour la sauvegarde de ses intérêts stratégiques il fallait passer par la dramatisation du conflit social. Le déroulement des événements de décembre '89 atteste de cette volonté plus que tout discours sur la contre-révolution préventive. Contre-révolution habillée en révolution bien sûr. Une manifestation à Timisoara réprimée dans le sang par une armée qui seulement quelques jours après occupera la scène "historique" de la libération de Bucarest et de la défense de la sacro-sainte télévision. Un massacre qui n'en était pas un, filmé par les omniprésents et absolument "inefficaces"

organes d'information. Une manifestation, de quelques étudiants et autres couches moyennes, contre le régime, qui réussit, sans qu'elle soit pour le moins gardée à distance, à rejoindre la place de la Victoire où le Conducator tenait son dernier show. Un surdimensionnement "très médiatique" de la puissance de feu de l'ennemi, la maudite Securitate, alors que tous les généraux de cette milice sociale contre-révolutionnaire étaient tous pour la "révolution" et alors qu'une grande partie des "militants de base" de celle-ci sont les ingénieurs, les contremaîtres, les dirigeants d'usine, les espions, les responsables des comités de quartier, en un mot les membres du bloc social réactionnaire qui est la colonne vertébrale de la domination "ancienne" et "nouvelle" de la bourgeoisie. Tous ces faits et beaucoup d'autres encore montrent bien que le coup avait été soigneusement préparé par les deux composantes principales du Front du Salut National : l'armée, elle-même pilotée par Moscou (tous les officiers supérieurs sont formés dans les Ecoles de Guerre russes...), et la fraction du parti "communiste" roumain qui prônait une "ouverture" économique majeure au marché mondial, même au prix d'une soumission accentuée à la Russie. En ce sens Ceausescu avait raison lorsque, pendant son "procès" il déclarait que l'"étranger" avait ourdi le complot qui l'avait déchu, lamentation romantique impuissante d'un homme pris au piège de sa fonction de symbole incarnant l'"indépendance" nationale à l'époque du marché mondial et de l'intensification/approfondissement des interdépendances économiques, politiques et militaires.

A l'heure où nous écrivons la situation est la suivante:

\* La bourgeoisie a réussi l'oeuvre de rechange au sommet de l'Etat par une belle opération de régénérescence du parti dominant et par l'exhibition d'une "nouvelle" génération de chefs politiques particulièrement rusés et aguerris;

\* Les couches sociales réactionnaires -la petite bourgeoisie non- salariée urbaine et agricole, la racaille sous-prolétarienne- tentent de se donner des expressions politiques "positives" en constituant le nerf de guerre des vieux partis nationaux, paysans, rigoureusement anti-communistes et bien sûr catholiques et en multipliant les actions illégales de rue contre l'Establishment;

\* L'armée s'apprête à investir encore plus l'administration de l'Etat si la situation d'instabilité sociale devait empirer. Elle a augmenté son poids spécifique par l'intégration hiérarchique de la Securitate;

\* La classe ouvrière et les fractions semi-prolétariennes, loin de s'être "couchées" persistent dans leurs attitudes combatives, dans la défense intransigeante de leurs revendications économiques et dans la pratique rampante d'épuration sur les lieux de travail.

Les perspectives pour la bourgeoisie roumaine sont loin d'être roses. Toutes les classes sociales sont en mouvement, le tissu connectif de la société civile est bien abîmé et elle va à grand pas vers la dislocation et l'affrontement généralisé, la crise du capital n'est plus susceptible d'être postposée, tous les indicateurs économiques vont virer au rouge : balance commerciale, balance des paiements, production industrielle, investissements, les prix des biens de consommation vont augmenter et les phénomènes de pénurie vont les accompagner, les "investisseurs étrangers" ne vont pas "sauver" la grande industrie roumaine -trop coûteuse à restructurer, privée de la nécessaire paix du travail, mal insérée sur le marché mondial, secouée par la restructuration en cours de la division régionale du travail. D'après le Financial Times du 07/04/90, les autorités roumaines estiment à 2 Mds de dollars par an les fonds nécessaires pour "moderniser" l'économie. L'instabilité institutionnelle ne fera que s'aggraver et l'ombre des militaires s'approchera de plus en plus -dernier rempart de la démocratie à quatre sous, précocement avortée. Comme en Pologne, mais avec une intensité et dans des formes et des rythmes différents, la classe ouvrière apprendra à reconnaître les siens. Les descentes menaçantes de mineurs à Bucarest sous prétexte de défendre la révolution, les grèves non-déclarées dans les PTT, une certaine réticence à restituer le peu d'armes de poing en leur possession (récupérées pour la plupart à la milice "patriotique" d'usine de Ceausescu), sont autant de facteurs prometteurs de troubles majeurs. Des villes telles que Timisoara, l'insoumise de toujours, Braslov et bien d'autres ne sont pas prêtes de replonger dans la famine et dans l'enfer du travail salarié. Situation limite dans l'Europe de l'Est à bien des égards que celle de la Roumanie d'aujourd'hui, les communistes ne peuvent que regretter que les ouvriers roumains soient plongés dans un isolement de classe directement proportionnel au bruit assourdissant qui entrave leur combat et à l'hypocrite solidarité de la bourgeoisie mondiale et des couches moyennes vis-à-vis de leurs homologues de ce pays.

La classe dominante vise deux objectifs corrélés par le battage médiatique sur "l'effondrement du communisme" et par le replâtrage d'envergure en cours à l'Est :

1. réexhumer l'idée démocratique, bien abîmée là où la démocratie est "au pouvoir", atteinte par l'affairisme, les scandales, la corruption et encore plus par la réduction des marges de manoeuvre de la démocratie sociale à cause des crises périodiques et grandissantes de valorisation du capital.

2. pousser à bout la mystification et la dévitalisation de la théorie communiste et de la dictature du prolétariat par l'identification de celles-ci respectivement avec l'idéologie stalinienne et les régimes en titre dans les pays dits à "démocratie populaire". Les communistes orthodoxes doivent reconnaître avec lucidité que ces deux buts supplémentaires -sans doute pas les plus essentiels bien que tout de même très importants- ont été partiellement atteints. Mises à part les couches moyennes, véhicule social privilégié de la démocratie, à l'heure actuelle même une partie importante du prolétariat a été happée par la frénésie anti-communiste; ceci ne sera pas sans poser, dans un futur inéluctable et pas si éloigné de la

reprise classiste, des problèmes supplémentaires au facteur communiste. Dès maintenant l'organe communiste et le mouvement communiste maintenu de l'après vague révolutionnaire 1917-1927 a retenu dès cette date comme nécessaire de combattre par tous les moyens à sa disposition cette bataille "nominaliste" par le dévoilement constant des rapports de production, par la critique scientifique du MPC et des limites du mouvement réel. L'orientation d'une telle lutte est cruciale car elle préjuge de la suite du cours à la constitution en classe donc en parti politique révolutionnaire de la classe exploitée. Du point de vue du matérialisme historique, au fond, peu importe que soient piétinés les symboles détournés par la bourgeoisie stalinienne de la tradition de lutte communiste -drapeaux rouges, faucilles et marteaux...-, le communisme, théorie superbement impersonnelle, saura s'en passer. Ce ne sont pas les bolcheviques qui ont embaumé Lénine! Ce qui, cependant, est central, c'est de démontrer dans les faits de l'exploitation sa domination sociale absolue actuelle à l'échelle planétaire et la possibilité/nécessité de son élimination demain par la dictature internationale de la classe exploitée abolissant peu à peu la valeur. En ce sens notre mouvement, par cette étude et par son action au sein de la classe en direction de l'unification mondiale du prolétariat remplit correctement sa tâche à hauteur de ses forces et en conformité avec les impératifs de l'heure.

Mars 90 -

## Appendice statistique

Tableau N°1 : *balance commerciale roumaine en millions de US\$ courants.*

	Exports f.o.b.	Imports f.o.b.	Balance
1977	6881	7022	*-141
1978	8056	8640	*-584
1979	9724	10915	*-1191
1980	11209	12818	*-1609
1981	12610	*12457	153
1982	*11559	*9725	1814
1983	*11512	*9646	1869
1984	12646	10334	2312
1985	*12167	10432	*1735
1986	12543	10590	1953
1987+	NC	NC	2800
1988+	*NC	*NC	*2600

\* diminution par rapport à l'année précédente

+ entre '87 et '88, les exportations et les importations n'ont pas augmenté d'après des estimations FMI.

Dès '77, conséquence de la restriction du marché mondial et de l'arrêt des exportations de pétrole, la balance commerciale est négative. Elle se redresse en '81 mais au prix d'une compression des importations. Le volume du commerce mondial déterminé par les cycles de crises stagnera dans les années successives à la crise de '81 et de la petite crise de '86. Les exportations roumaines tout naturellement en subiront les effets en '82 et '83, en '85 et '86 et en '88.

Tableau N°2 : *Commerce extérieur roumain par aire géographique en pourcentage du total (%)*

	Pays de l'Est européen	PVD	OCDE
1960	73	4.7	22.3
1965	68	6.0	29.0
1970	56	8.2	35.8
1976/80	48	22.0	33.0
1981/85	48	25.0	27.0

Dès '86 on assiste à une augmentation relative de la part du commerce extérieur avec les pays de l'Est.

La Roumanie de Ceausescu jusqu'à la mini-crise mondiale de '86 tente de desserrer les liens de dépendance commerciale des pays de l'aire russo-centrique et de diversifier les zones géographiques de ses échanges de marchandises.

L'aggravation de la crise des matières premières et auxiliaires minérales la rejette cependant dans les bras de la Russie dès '86.

Tableau N°3 : *Balance des paiements roumaine en Millions de US\$ courants*

1980	1981	1982	1983	1984	1985	1986	1987	1988
-2399	-818	655	922	1536	*915	1408	2400	3800

L'année 1980 est véritablement noire pour le MPC en Roumanie : les balances commerciales et des paiements sont au rouge profond. De là partent les politiques anti-cycliques de l'Etat -soutenues, voire inspirées par le FMI- visant à la reconstitution des «équilibres» monétaires et financiers. En '85 il y a une amorce de retour à des balances simultanément négatives bien rattrapées l'années suivante.

Tableau N°4 : *Commerce extérieur roumain par produit en pourcentage du total*

Exports	Mécanique machines outils équipements de transports	Produits chimiques fertilisants matériaux de construction	Biens de consommation industriels	Matières premières et auxiliaires minérales	Matières premières et auxiliaires végétales produits agricoles
1978	28.4	11.7	17.4	22.4	20.1
1979	26.2	11.2	16.3	29.1	17.2
1980	24.8	12.0	16.2	29.6	17.4
1981	29.0	11.5	15.7	27.7	16.1
1982	33.1	12.1	16.7	24.1	14.0
1983	31.7	11.7	16.8	27.4	12.4
1984	32.0	12.0	16.0	28.0	12.0
1985	29.7	11.6	17.3	29.3	12.1
1986	36.9	10.5	17.3	22.0	13.3

Imports	Mécanique machines outils équipements de transports	Produits chimiques fertilisants matériaux de construction	Biens de consommation industriels	Matières premières et auxiliaires minérales	Matières premières et auxiliaires végétales produits agricoles
1978	37.1	7.9	3.7	37.7	13.6
1979	32.1	7.8	3.4	43.3	13.2
1980	24.7	7.4	3.0	50.4	14.6
1981	23.6	7.0	3.5	48.6	17.3
1982	26.6	6.7	4.2	50.4	12.1
1983	24.8	7.5	3.8	53.4	10.5
1984	24.7	7.7	4.2	52.6	10.8
1985	25.0	7.2	3.8	53.3	10.7
1986	29.1	6.9	4.5	48.9	10.6

Au fur et à mesure de la réduction des investissements en capital fixe, les importations des moyens de production diminuent. Dès 1976, les importations de matières premières et auxiliaires minérales augmentent de façon importante alors que celles issues de l'agriculture ainsi que les produits agricoles restent stables. Les biens de consommation industriels ne connaissent pas non plus de progression. Du côté des exportations, on remarque une certaine fixité globale de leur structure en produit. A part les produits agricoles et les matières premières et auxiliaires végétales qui chutent -pénuries intérieures obligent- les moyens de production sont exportés plutôt qu'employés à l'intérieur pour renforcer les moyens monétaires du capitalisme roumain.

Tableau N°5 : *Poids des différents secteurs industriels sur la production industrielle totale (%)*

	1975	1980	1987
Energie électrique	2.0	1.8	3.2
Fuel	5.7	4.5	10.6
Métaux ferreux	7.4	7.4	6.6
Métaux non-ferreux	3.9	3.2	3.4
Machines outils	30.5	35.2	28.5
Chimie	8.6	8.7	9.2
Agro-alimentaire	15.2	12.8	12.3
Textile/habillement	8.1	8.2	6.8
Matériaux de construction	3.0	3.4	3.3

Malgré la diminution d'extraction de pétrole, le raffinage prend peu à peu la troisième place de la production industrielle par secteurs. Les branches de biens

de consommation perdent du poids. La machine outil -nerf du dispositif industriel roumain- aussi.

Tableau N°6 : *Production industrielle (1980=100) par secteur*

	1979	1980	1981	1982	1983	1984	1985	1986	1987	1988	1989
Total	101.5	100.0	102.6	103.7	108.6	115.9	121.6	131.0	136.9	143.7	115.0
Energie électrique	100.1	100.0	104.1	102.9	105.9	112.6	114.9	124.9	125.9	NC	NC
Fuel	98.8	100.0	98.7	96.1	103.6	107.8	107.8	116.4	126.0	NC	NC
Métaux ferreux	106.9	100.0	104.3	104.1	105.9	118.9	117.1	125.1	120.8	NC	NC
Métaux non-ferreux	96.7	100.0	100.6	97.3	95.7	99.1	100.7	107.6	109.7	NC	NC
Machines outils	101.2	100.0	102.2	105.8	111.4	121.4	131.0	141.1	144.8	NC	NC
Chimie	95.5	100.0	103.9	105.4	111.1	120.1	120.5	130.5	125.2	NC	NC
Agro-alimentaire	106.5	100.0	99.0	96.8	101.8	107.2	112.0	117.0	132.2	NC	NC
Textile/habillement	98.7	100.0	106.2	108.9	111.2	110.1	115.8	123.4	129.0	NC	NC
Matériaux de construction	107.8	100.0	99.8	101.8	104.2	109.4	108.2	121.0	125.5	NC	NC

La production industrielle connaît un recul en 1980, une lente progression entre 1981 et 1982 (d'à peine 1%). En 1989, elle tombe de 20% et vraisemblablement ceci se reproduira en 1990. A noter que l'indice 1980=100 est assez trompeur car en 1980, on touche le creux de la période considérée. Par conséquent, les progressions des années suivantes en sont relativement amplifiées.

Tableau N°7 : *Formation brute de capital fixe (investissements) en Mds de lei courants*

1981	1982	1983	1984	1985	1986	1987	1988
209.3	216.3	230.8	244.7	256.4	249.3*	251.5	248.2*

Le montant des investissements suit fidèlement les cycles de rotation du capital : en 1986, la mini-crise se traduit en une baisse par rapport à l'année précédente ainsi qu'en 1988 et, en toute probabilité, en 1989 et 1990.

Tableau N°8 : *Production agricole (taux annuel d'accroissement en %)*

1951/ 1955	1959/ 1959	1960/ 1965	1966/ 1970	1971/ 1975	1976/ 1980	1981/ 1985	1986/ 1987	1987/ 1988	1988/ 1989
10.3	0.8*	2.3	4.4+	4.6+	4.8+	2.0+*	12.8	2.3*	2.9



+ Moyenne quinquennale par rapport à la moyenne du quinquennat précédent.

La production agricole ne connaît que deux moments de croissance soutenue, entre '51 et '55 et en '86, suivis par des dégringolades marquées entre '56 et '59, entre '81 et '85, en '87 et en '89 en toute vraisemblance.

**Tableau N°9 : Productivité du travail dans l'industrie (taux annuel d'accroissement en %)**

1951/ 1955	1959/ 1959	1960/ 1965	1966/ 1970	1971/ 1975	1976/ 1980	1981/ 1985	1986/ 1987	1987/ 1988	1988/ 1989
10.8	7.1*	7.7	7.7	6.4*	6.7	2.9*	7.4	4.6*	2.1*

La croissance de la productivité du travail est déterminée en majeure partie, à l'époque de la grande industrie, par le renouvellement des moyens de production qui permettent l'augmentation de l'intensité du travail -extorsion de plus-value relative. Ce n'est donc pas étonnant que, lorsque les investissements productifs périclitent, la productivité du travail aussi. En particulier lors des crises mondiales de '74-'75, '80-'81, '86 et de la gestation de la crise en Roumanie entre '87 et aujourd'hui.

**Tableau N°10 : Poids relatif des secteurs économiques en pourcentage du total**

	Industrie	Agriculture/ forêts	BTP	Transport/ Télécom.	Distribution
1979	58.5	15.2	9.6	5.8	7.4
1980	58.6	14.5	8.8	7.0	7.6
1981	57.2	16.2	8.5	6.9	7.5
1982	55.7	20.1	7.4	6.4	6.6
1983	60.2	16.0	7.8	6.2	6.2
1984	61.0	15.8	7.7	6.0	6.1
1985	62.0	15.5	7.8	6.1	5.9
1986	62.7	15.0	7.3	5.7	6.2

Ce tableau se passe de commentaires si ce n'est que pour le fait que la Roumanie est un pays hautement industrialisée (plus 4 points pour l'industrie en 7 ans, entre 1979 et 1986) et que le BTP (Bâtiments, travaux publics) en fin de compte n'a pas été gonflé par rapport aux autres secteurs contrairement à ce qu'affirment les anti-Ceausquistes de la dernière heure. Les « grands chantiers » du président Ceausescu ont effectivement existé mais on ne leur a pas « sacrifié » l'industrie ou l'agriculture, les chiffres de ce tableau le montrent bien.

**Tableau N°11 : Taux de change lei/US\$ pour des transactions dites « non-commerciales » (taux officiel -> L. 1) et pour des transactions « commerciales » (taux réel sur les marchés extérieurs -> L. 2)**

	1978	1981	1982	1983	1984	1985	1986	1987	1988	1989
L. 1	12	11	12.5	13.5	10.01	12.24	11.34	9.76	8.75	NC
L. 2	18	15	-	17.5	21.28	17.14	16.15	12.56	14.28	21.00

Les dévaluations du lei -'82, '83, '84, '86 (en cette année on a réévaluation et dévaluation) et '89- ponctuent les difficultés du commerce extérieur roumain (comparez cette série de chiffres avec le Tableau 1). A leur tour, les modifications en pire pour le lei des termes d'échange entre la monnaie roumaine et le dollar affectent les importations des moyens de production nécessaires sans que, suite à une conjoncture peu favorable du commerce mondial en ces années de dévaluation, les exportations puissent en profiter.